**BURKINA FASO**

---

La Patrie ou la Mort, nous Vaincrons

**IV$^{E}$ REPUBLIQUE**

---

**TROISIEME LEGISLATURE DE TRANSITION**

*Session permanente*

# ASSEMBLEE LEGISLATIVE DE TRANSITION

## COMMISSION DES AFFAIRES GENERALES, INSTITUTIONNELLES ET DES DROITS HUMAINS (CAGIDH)

## RAPPORT N°2025-22/ALT/CAGIDH

**DOSSIER N°018 : RELATIF AU PROJET DE LOI PORTANT INSTITUTION DE JOURS CHOMES ET PAYES ET DE JOURNEES DE COMMEMORATION ET DE RECEUILLEMENT AU BURKINA FASO**

Présenté au nom de la Commission des affaires générales, institutionnelles et des droits humains (CAGIDH) par le député **Basile NANA** rapporteur.

*Décembre 2025*

L'an deux mil vingt-cinq, le lundi 08 décembre de 09 heures 17 minutes à 12 heures 18 minutes et de 13 heures 35 minutes à 16 heures 29 minutes, la Commission des affaires générales, institutionnelles et des droits humains (CAGIDH) s'est réunie en séances de travail, sous la présidence du député Linda Gwladys OUEDRAOGO/KANDOLO, Présidente de ladite Commission, à l'effet d'examiner le projet de loi portant institution de jours chômés et payés et de journées de commémoration et de recueillement au Burkina Faso.

Le Gouvernement était représenté par monsieur Mathias TRAORE, Ministre de la Fonction publique, du travail et de la protection sociale. Il était assisté de ses collaborateurs et de représentants du Ministère de la Justice et des droits humains, chargé des relations avec les institutions.

Les Commissions générales, saisies pour avis, étaient représentées ainsi qu'il suit :

- la Commission du genre, de la santé, de l'action sociale et humanitaire (CGSASH), par la députée Anne Marie Joseph TRAORE/ILBOUDO ;
- la Commission des finances et du budget (COMFIB), par le député Dida NIGNAN.

La Présidente de la CAGIDH, après avoir souhaité la bienvenue à la délégation gouvernementale, a proposé le plan de travail suivant qui a été adopté :

- audition du Gouvernement ;
- débat général ;
- examen du projet de loi article par article ;
- appréciation de la Commission.

En prélude à l'audition du Gouvernement et dans le souci de recueillir le maximum d'informations et de contributions, la CAGIGH a tenu une séance d'appropriation du projet de loi, le mardi 04 novembre 2025 de 09 heures 07 minutes à 13 heures 07 minutes et a recueilli par écrit les observations des acteurs suivants :

- la Fédération des associations islamiques du Burkina (FAIB) ;
- la Conférence épiscopale Burkina-Niger ;
- la Fédération des églises et missions évangéliques (FEME) ;

L'Union d'action syndicale, le Haut Conseil de la chefferie coutumière et traditionnelle et la Chambre de commerce et d'industrie du Burkina Faso n'ont pas apporté de contributions écrites.

## I. AUDITION DU GOUVERNEMENT

Le Gouvernement a présenté l'exposé des motifs du projet de loi en trois points :

- contexte et justification ;
- processus d'élaboration du projet de loi ;
- présentation du projet de loi.

### I.1. Contexte et justification

Le Burkina Faso est résolument tourné vers la souveraineté nationale, ce qui exige du peuple, plus d'engagement, une culture du travail et des sacrifices à consentir.

En conséquence, il convient d'ajuster le temps consacré au travail dans les administrations publiques et privées afin d'en accorder davantage pour soutenir les réformes en cours.

A l'opposé, la loi n°079-2015/CNT du 23 novembre 2015 portant institution de fêtes légales et évènements à caractère historique au Burkina Faso institue des jours fériés officiels au Burkina Faso qui doivent être obligatoirement chômés et rémunérés sur l'ensemble du territoire national. Ces jours et dates commémoratives d'évènements historiques, civiques ou religieux, au nombre de quinze (15), sont les suivants :

- le 1er janvier : jour de l'An ;
- le 3 janvier : soulèvement populaire ;
- le 8 mars : journée internationale des droits de la femme ;
- le 1er mai : fête du travail ;
- le 5 août : proclamation de l'indépendance ;
- le 31 octobre : journée nationale des martyrs ;
- le 11 décembre : fête nationale ;

- le jour de Noël ;
- le jour de Pâques ;
- l'Ascension ;
- l'Assomption ;
- la Toussaint ;
- le jour de Ramadan ;
- le jour de Tabaski ;
- le Mouloud.

Selon une évaluation menée par le Secrétariat permanent de la modernisation de l'Administration et de la bonne gouvernance (SP/MABG) en 2021, dans le cadre de l'élaboration du guide méthodologique d'évaluation de la charge de travail dans les ministères et institutions publiques, le temps annuel de travail dû par agent au Burkina Faso est de 214 jours correspondant à un taux de 58,63% des 365 jours de l'année. Ces 214 jours ne prennent pas en compte le 15 mai qui n'était pas encore institué.

En effet, sur les 365 jours de l'année, il faut déduire 104, c'est-à-dire 52 semaines x 2 jours de weekend non ouvrables, 10 jours accordés au fonctionnaire pour ses autorisations d'absence, 30 jours dont 8 jours non ouvrables pour jouir de son congé administratif, 15 jours de fêtes légales déclarés chômés et payés et enfin le 15 mai consacré aux traditions et coutumes.

De ce point de vue, le fonctionnaire exécute 1704 heures soit 213x8 heures de travail par an en lieu et place de 2080 soit 52x40 en raison de 40 heures par semaine et de 8 heures par jour. Ainsi, les administrations publiques enregistrent un manque à gagner de 376 heures soit 47 jours par an. En déduisant le congé annuel, il reste 17 jours de travail à effectuer afin d'accomplir l'exigence des 40 heures par semaine.

Par ailleurs, sur la base de l'analyse faite ci-dessus, une étude du Ministère de l'Economie et des finances a attesté que le temps de travail perdu engendre une perte cumulée annuelle au budget de l'Etat d'environ 67,5 milliards de FCFA au titre de 2025, soit en moyenne 4,22 milliards de FCFA de perte occasionnée par jour chômé et payé.

Ce temps considérable de travail perdu peut être amoindri en réduisant le nombre de jours chômés et payés.

## I.2. Processus d'élaboration du projet de loi

Le processus d'élaboration du présent projet de loi a suivi trois étapes essentielles. La première étape a consisté en l'élaboration d'un premier draft du document par des cadres de la Direction générale de la Fonction publique.

Ce draft a été examiné et amélioré en deuxième lieu par une équipe de la réunion du cabinet du ministère sous la présidence effective du Ministre chargé de la Fonction publique.

En troisième lieu, le projet de loi a fait l'objet d'un examen et d'une validation au cours d'une séance du Conseil de cabinet à la Primature, sous la présidence de Son Excellence Monsieur le Premier ministre, le vendredi 20 juin 2025.

L'avant-projet de loi consolidé avec les amendements du Conseil de cabinet a été soumis à l'examen du Comité technique de vérification des avant-projets de loi (COTEVAL) en sa session du 28 juillet 2025.

L'avant-projet de loi a été enrichi des amendements et observations dudit comité avant son adoption par le Conseil des ministres en sa séance du 11 septembre 2025.

Les amendements du Conseil des ministres ont été pris en compte dans la version définitive du projet de loi soumis à votre auguste Assemblée.

## I.3. Présentation du projet de loi

### 1. Innovations majeures

Eu égard aux éléments de contexte ci-dessus, il est proposé la relecture de la loi n°079-2015/CNT du 23 novembre 2015 portant institution de fêtes légales et évènements à caractère historique au Burkina Faso. Cette relecture induit les innovations ci-après :

- la suppression de la disposition qui permet que le lendemain d'une fête légale soit obligatoirement chômé et payé lorsqu'elle tombe sur un dimanche ;
- le reclassement de la Toussaint, de la journée nationale des martyrs et des journées du soulèvement populaire et de la proclamation de l'indépendance

en journées de commémoration et de recueillement qui, sans être exemptes de travail, connaîtront un réaménagement des horaires de travail ;

- l'avènement de la Révolution du 04 août 1983 et l'assassinat du Président Thomas SANKARA le 15 octobre 1987 sont également devenues des journées de commémoration et de recueillement ;

- la prise en compte de la journée du 15 mai consacrée aux coutumes et traditions parmi celles chômées et payées pour maintenir la dynamique du Gouvernement à affirmer la laïcité de l'Etat ;

- une réduction à terme du nombre de jours chômés et payés de quinze à onze, permettant au budget de l'Etat de récupérer environ 16,88 milliards de FCFA par an, selon les résultats de l'étude faite par le ministère en charge des finances.

## 2. Contenu du projet de loi

Le projet de loi portant jours chômés et payés et journées de commémoration et de recueillement au Burkina Faso comprend huit (08) articles.

L'article 1 fixe l'objet du projet de loi.

L'article 2 définit le jour chômé et payé puis institue les jours et dates chômés et payés au Burkina Faso.

L'article 3 définit la journée de commémoration et de recueillement puis institue ces journées au Burkina Faso.

L'article 4 interdit les audiences judicaires ou les significations ou exécutions d'actes de justice les jours chômés et payés avec une atténuation.

L'article 5 prévoit l'ouverture des services publics et privés pendant les journées de commémoration et de recueillement, tout en prévoyant des aménagements horaires.

L'article 6 donne la possibilité au ministre chargé de la Fonction publique et celui chargé du Travail de déclarer une journée de commémoration et de recueillement lorsque les circonstances l'exigent, avec les mêmes aménagements.

Les article 7 et 8 traitent des dispositions finales.

## II. DEBAT GENERAL

Au terme de l'exposé de monsieur le Ministre, les commissaires ont exprimé des préoccupations auxquelles des éléments de réponse ont été apportés.

**<u>Question n°01</u> :** **La Constitution en ses articles 101 et 108 délimite respectivement le domaine de la loi et de celui du règlement. A l'examen de ces dispositions constitutionnelles, il ressort que le projet de loi relèverait du domaine du règlement plutôt que de celui de la loi. Au regard de ce qui précède, le Gouvernement peut-il situer la Représentation nationale sur l'ancrage constitutionnel du projet de loi ?**

**<u>Réponse</u> :** Conformément à l'article 101 de la Constitution, le statut général de la Fonction publique et le code du travail relèvent du domaine de la loi. Les jours chômés et payés ainsi que les journées de commémoration et de recueillement sont des matières de ces deux lois. On peut alors comprendre qu'une loi commune régisse ces matières.

**<u>Question n°02</u> :** **Le Gouvernement peut-il rassurer la Représentation nationale que la qualité du service public sera garantie avec la suppression de certaines dates chômées et payées ?**

**<u>Réponse</u> :** La réduction du nombre de jours chômés et payés vise effectivement à améliorer la continuité et la qualité du service public en augmentant le temps de travail effectif.

Si votre Auguste Assemblée adopte le présent projet de loi, des évaluations périodiques de cette mesure apporteront des réponses plus précises à cette légitime préoccupation.

**<u>Question n°03</u> :** **A la lecture de l'exposé des motifs, il ressort que des économies seront réalisées dans le cadre de la rationalisation du nombre de jours chômés et payés. Quelle méthode le Gouvernement a-t-il utilisé pour l'obtention de la moyenne de 4,22 milliards de FCFA de perte indiquée ?**

**<u>Réponse</u> :** Cette évaluation a été faite sur la base d'un modèle de simulation de l'impact économique des jours fériés au Burkina Faso, « *développé sous R avec une interface Shiny interactive* ». Cet outil permet d'estimer les pertes mensuelles et annuelles de production en fonction des spécificités sectorielles et calendaires.

Les hypothèses du modèle sont entre autres : le Produit intérieur brut (PIB) annuel de référence, le nombre de jours ouvrables par défaut, la répartition sectorielle du PIB en 6 groupes à savoir le secteur primaire, le secteur secondaire, l'Administration publique, le commerce, le transport, la restauration, l'hébergement et les autres services marchands.

**<u>Question n°04</u> :** **Le problème de rendement des travailleurs et fonctionnaires était-il effectivement lié au nombre des jours fériés ?**

**Le Gouvernement a-t-il fait une étude sur le temps réel de travail des fonctionnaires pendant les jours ouvrés ?**

**<u>Réponse</u> :** Plusieurs raisons peuvent en effet expliquer une insuffisance de rendement du travailleur. Dans le cas présent, la réflexion du Gouvernement a été orientée vers le temps consacré au travail.

C'est dans le même sens que le Gouvernement a institué le contrôle de présence dans les administrations publiques et accéléré la description et la mise en place d'outils modernes de gestion notamment les fiches de postes de travail et le bilan social.

**<u>Question n°05</u> :** **Le Gouvernement a-t-il fait une évaluation du contrôle de présence dans les administrations publiques depuis son institution ?**

**<u>Réponse</u> :** Le contrôle de présence a été institué en mars 2025 et prévoit un rapport semestriel. Le premier rapport est en cours d'élaboration.

**<u>Question n°06</u> :** **Au regard de l'analyse faite dans l'exposé des motifs, n'était-il pas plus pertinent de baser l'évaluation de la perte ou du gain financier sur le PIB plutôt que sur le budget de l'Etat ?**

**<u>Réponse</u> :** C'est un choix de modèle de simulation de l'impact économique qui a permis au Gouvernement de proposer le présent projet de loi. D'autres modèles pourraient aussi conduire au même résultat.

**<u>Question n°07</u> :** **Le présent projet de loi ne retient plus la Toussaint comme jour chômé et payé. En instituant le 1er novembre comme jour de commémoration sans autres précisions, alors qu'elle coïncide également avec la fête de l'armée, cette situation ne serait-elle pas source de confusions ?**

**<u>Réponse</u> :** Au sens du présent projet de loi, le 1er novembre est retenu comme une journée de commémoration et de recueillement.

## III. EXAMEN DU PROJET DE LOI ARTICLE PAR ARTICLE

A l'issue du débat général, les commissaires ont procédé à l'examen du projet de loi article par article et y ont apporté treize (13) amendements, aussi bien de forme que de fond, adoptés et intégrés au texte issu de la Commission des affaires générales, institutionnelles et des droits humains.

## IV. APPRECIATION DE LA COMMISSION

La Commission des affaires générales, institutionnelles et des droits humains (CAGIDH) est convaincue que l'adoption du présent projet de loi permettra à notre pays, aspirant au développement endogène et à la souveraineté nationale, d'augmenter le nombre de jours travaillés en réduisant le nombre de jours chômés et payés.

Par conséquent, la CAGIDH recommande à la séance plénière l'adoption du présent projet de loi.

Ouagadougou, le 08 décembre 2025

La Présidente

**Linda Gwladys OUEDRAOGO/KANDOLO**

Le rapporteur

**Basile NANA**

## Séance d'appropriation du projet de loi : 04/11/25

## Liste des députés présents

| N° d'ordre | Nom et prénom (s) | Qualité |
|---|---|---|
| 1. | **OUEDRAOGO/KANDOLO Linda Gwladys** | **Présidente** |
| 2. | **BALBONE Boubacar** | **Vice-président** |
| 3. | **TAPSOBA Lin Désiré** | **2e Secrétaire** |
| 4. | DAMIEN/YOUL Ini Inkouraba | Membre |
| 5. | DIALLO Ousmane | Membre |
| 6. | GANSONRE Marc Bertin | Membre |
| 7. | GUITI Lassina | Membre |
| 8. | KINDA Mickaël | Membre |
| 9. | LOMPO Dafidi David | Membre |
| 10. | NANA Basile | Membre |
| 11. | OUEDRAOGO Aly Badra | Membre |
| 12. | OUEDRAOGO Irméan François | Membre |
| 13. | OUEDRAOGO Souleymane | Membre |
| 14. | SOULAMA Ousséni | Membre |
| 15. | THIOMBIANO Yempabou Fayçal Harold | Membre |
| 16. | ZOUNGRANA Daniel | Membre |

## Liste des députés absents excusés

| N° d'ordre | Nom et Prénom (s) | Qualité | Justification |
|---|---|---|---|
| 1. | SALOGO Mahamoudou | 1er Secrétaire | Travaux COMFIB sur le budget |
| 2. | SANOU Yaya | Membre | Travaux COMFIB sur le budget |

## Liste des députés absents

| N° d'ordre | Nom et Prénom (s) | Qualité |
|---|---|---|
| 1. | DIALLA Moumouni | Membre |
| 2. | OUARE Samadou | Membre |

## Liste du personnel administratif

| N° d'ordre | Nom(s) et prénom(s) | Fonction |
|---|---|---|
| 1. | KABRE Claver | Conseiller juridique |
| 2. | OUEDRAOGO N. Gérard | Conseiller |
| 3. | BERE K. Aristide | Conseiller |
| 4. | KOANDA Daouda | Conseiller |
| 5. | POODA/ZINABA Danielle Berthe Wendyam | Administrateur des services législatifs |
| 6. | OUEDRAOGO Anayidwendé Nicodème | Juriste |

| | | |
|---|---|---|
| 7. | DOMBA Malassi Isaac | Administrateur civil |
| 8. | BAPINA/SARE Inès Fabiola | Secrétaire de direction |
| 9. | GUIENNE Stevenn | Agent de liaison |

**Liste du personnel administratif absent excusé**

| N° d'ordre | Nom(s) et prénom(s) | Fonction | Justification |
|---|---|---|---|
| 1. | DALA/ASSAN Letitia Thérèse | Administrateur des services législatifs | Travaux COMFIB sur le budget |

## Séance d'audition du Gouvernement : 08/12/25

## Liste des députés présents

| N° d'ordre | Nom et prénom (s) | Qualité |
|---|---|---|
| 1. | **OUEDRAOGO/KANDOLO Linda Gwladys** | **Présidente** |
| 2. | **TAPSOBA Lin Désiré** | **2e Secrétaire** |
| 3. | DAMIEN/YOUL Ini Inkouraba | Membre |
| 4. | DIALLO Ousmane | Membre |
| 5. | GANSONRE Marc Bertin | Membre |
| 6. | GUITI Lassina | Membre |
| 7. | LOMPO Dafidi David | Membre |
| 8. | NANA Basile | Membre |
| 9. | OUEDRAOGO Aly Badra | Membre |
| 10. | OUEDRAOGO Irméan François | Membre |
| 11. | OUEDRAOGO Souleymane | Membre |
| 12. | THIOMBIANO Yempabou Fayçal Harold | Membre |

## Liste des députés absents excusés

| N° d'ordre | Nom et Prénom (s) | Qualité | Justification |
|---|---|---|---|
| 1. | BALBONE Boubacar | Vice-président | Séminaire sur le bilan des activités parlementaires du Gouvernement |
| 2. | SALOGO Mahamoudou | 1er Secrétaire | Travaux COMFIB sur le budget |
| 3. | KINDA Mickaël | Membre | Malade hospitalisé |
| 4. | SANOU Yaya | Membre | Travaux COMFIB sur le budget |
| 5. | SOULAMA Ousséni | Membre | Séminaire sur le bilan des activités parlementaires du Gouvernement |

## Liste des députés absents

| N° d'ordre | Nom et Prénom (s) | Qualité |
|---|---|---|
| 1. | DIALLA Moumouni | Membre |
| 2. | OUARE Samadou | Membre |
| 3. | ZOUNGRANA Daniel | Membre |

## Liste des députés des commissions saisies pour avis

| N° d'ordre | Nom et Prénom (s) | Commission |
|---|---|---|
| 1. | TRAORE/ILBOUDO Anne-Marie Joseph | CGSASH |
| 2. | NIGNAN Dida | COMFIB |

## Liste de présence de la délégation Gouvernementale le 08/12/2025

| N° d'ordre | Nom et Prénom (s) | Structure |
|---|---|---|
| 1. | TRAORE Mathias | Ministre/MFPTPS |
| 2. | OBOULBIGA S. Rodrigue | MFPTPS |
| 3. | SIMPORE T. Alfred | DGFP/MFPTPS |
| 4. | OUEDRAOGO Marcel | MFPTPS |
| 5. | TOE Oumarou | MFPTPS |
| 6. | BARRO/TRAORE Flore Doussou | MFPTPS |
| 7. | BOUNDAONE Pierre | MFPTPS |
| 8. | ZOUNGRANA/SOME Stella Sylviane | MFPTPS |
| 9. | PARE Francis | MFPTPS |
| 10. | TARPILGA Zénabou | MFPTPS |
| 11. | TONDE Wendkouni Alfred | MFPTPS |
| 12. | KEBRE Ismaila | MJDHRI |

## Liste du personnel administratif

| N° d'ordre | Nom(s) et prénom(s) | Fonction |
|---|---|---|
| 1. | KABRE Claver | Conseiller juridique |
| 2. | BERE K. Aristide | Conseiller |
| 3. | KOANDA Daouda | Conseiller |
| 4. | DALA/ASSAN Letitia Thérèse | Administrateur des services législatifs |
| 5. | POODA/ZINABA Danielle Berthe Wendyam | Administrateur des services législatifs |
| 6. | OUEDRAOGO Anayidwendé Nicodème | Juriste |
| 7. | DOMBA Malassi Isaac | Administrateur civil |
| 8. | KYERE/YAOGO Pascaline | Administrateur des services législatifs/ CGSASH |
| 9. | ILBOUDO/ZIDA Sandrine | Conseiller/COMFIB |
| 10. | BAPINA/SARE Inès Fabiola | Secrétaire de direction |
| 11. | GUIENNE Stevenn | Agent de liaison |

## Liste du personnel administratif absent excusé

| N° d'ordre | Nom(s) et prénom(s) | Fonction | Justification |
|---|---|---|---|
| 1. | OUEDRAOGO N. Gérard | Conseiller | Congé |

**Séance d'adoption du rapport : 08/12/25**

**Liste des députés présents**

| N° d'ordre | Nom et prénom (s) | Qualité |
|---|---|---|
| 1. | **OUEDRAOGO/KANDOLO Linda Gwladys** | **Présidente** |
| 2. | **TAPSOBA Lin Désiré** | **2e Secrétaire** |
| 3. | DAMIEN/YOUL Ini Inkouraba | Membre |
| 4. | DIALLO Ousmane | Membre |
| 5. | GANSONRE Marc Bertin | Membre |
| 6. | GUITI Lassina | Membre |
| 7. | LOMPO Dafidi David | Membre |
| 8. | NANA Basile | Membre |
| 9. | OUEDRAOGO Aly Badra | Membre |
| 10. | OUEDRAOGO Irméan François | Membre |
| 11. | OUEDRAOGO Souleymane | Membre |
| 12. | THIOMBIANO Yempabou Fayçal Harold | Membre |

## Liste des députés absents excusés

| N° d'ordre | Nom et Prénom (s) | Qualité | Justification |
|---|---|---|---|
| 1. | BALBONE Boubacar | Vice-président | Séminaire sur le bilan des activités parlementaires du Gouvernement |
| 2. | SALOGO Mahamoudou | 1er Secrétaire | Travaux COMFIB sur le budget |
| 3. | KINDA Mickaël | Membre | Malade hospitalisé |
| 4. | SANOU Yaya | Membre | Travaux COMFIB sur le budget |
| 5. | SOULAMA Ousséni | Membre | Séminaire sur le bilan des activités parlementaires du Gouvernement |

## Liste des députés absents

| N° d'ordre | Nom et Prénom (s) | Qualité |
|---|---|---|
| 1. | DIALLA Moumouni | Membre |
| 2. | OUARE Samadou | Membre |
| 3. | ZOUNGRANA Daniel | Membre |

## Liste des députés des commissions saisies pour avis

| N° d'ordre | Nom et Prénom (s) | Commission |
|---|---|---|
| 1. | TRAORE/ILBOUDO Anne-Marie Joseph | CGSASH |
| 2. | NIGNAN Dida | COMFIB |

## Liste de présence de la délégation Gouvernementale le 08/12/2025

| N° d'ordre | Nom et Prénom (s) | Structure |
|---|---|---|
| 1. | TRAORE Mathias | Ministre/MFPTPS |
| 2. | OBOULBIGA S. Rodrigue | MFPTPS |
| 3. | SIMPORE T. Alfred | DGFP/MFPTPS |
| 4. | OUEDRAOGO Marcel | MFPTPS |
| 5. | TOE Oumarou | MFPTPS |
| 6. | BARRO/TRAORE Flore Doussou | MFPTPS |
| 7. | BOUNDAONE Pierre | MFPTPS |
| 8. | ZOUNGRANA/SOME Stella Sylviane | MFPTPS |
| 9. | PARE Francis | MFPTPS |
| 10. | TARPILGA Zénabou | MFPTPS |
| 11. | TONDE Wendkouni Alfred | MFPTPS |
| 12. | KEBRE Ismaila | MJDHRI |

## Liste du personnel administratif

| N° d'ordre | Nom(s) et prénom(s) | Fonction |
|---|---|---|
| 1. | KABRE Claver | Conseiller juridique |
| 2. | BERE K. Aristide | Conseiller |
| 3. | KOANDA Daouda | Conseiller |
| 4. | DALA/ASSAN Letitia Thérèse | Administrateur des services législatifs |
| 5. | POODA/ZINABA Danielle Berthe Wendyam | Administrateur des services législatifs |
| 6. | OUEDRAOGO Anayidwendé Nicodème | Juriste |
| 7. | DOMBA Malassi Isaac | Administrateur civil |
| 8. | KYERE/YAOGO Pascaline | Administrateur des services législatifs/ CGSASH |
| 9. | ILBOUDO/ZIDA Sandrine | Conseiller/COMFIB |
| 10. | BAPINA/SARE Inès Fabiola | Secrétaire de direction |
| 11. | GUIENNE Stevenn | Agent de liaison |

## Liste du personnel administratif absent excusé

| N° d'ordre | Nom(s) et prénom(s) | Fonction | Justification |
|---|---|---|---|
| 1. | OUEDRAOGO N. Gérard | Conseiller | Congé |